COMPTE RENDU

DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 NOVEMBRE 2021

Membres en exercice: 15

Nombre d'élus en exercice	15
Nombre d'élus présents	12
Nombre d'élus excusés	3
Dont procurations	

Début de la séance à 19 heures 30.

Ordre du jour :

- Election du secrétaire de séance
- Approbation du compte rendu du dernier conseil
- Compte-rendu au Conseil Municipal des décisions prises sur le fondement des délégations données au Maire par le Conseil Municipal par délibération N°057/2020 du 04/08/2020 le cas échéant
- Dépôt numérique des autorisations d'urbanisme sur un guichet unique
- Signature avenant concernant le forfait de rémunération pour la maîtrise d'œuvre des travaux de l'église
- Remboursement partiel anticipé concernant un prêt contracté pour des travaux de mise en accessibilité PMR de la salle de classe et de la cour, création d'une circulation et d'une salle pluriactivités et DM n°05/2021
- Attribution de subvention à l'association Maires sans frontières du Pays du Périgord Vert
- Choix du repreneur pour le bar et signature du bail de location
- Création d'une voie pour l'adressage
- Révision des loyers et des provisions pour chauffage collectif concernant le parc de logements sociaux au 1^{er} janvier 2022
- Questions diverses (compte-rendu des délégués auprès des syndicats le cas échéant, proposition d'achat de terrain communal dans le bourg, choix des entreprises et financement travaux église, ...)

Modification de l'ordre du jour :

Le Maire propose au Conseil Municipal le rajout des points suivants à l'ordre du jour : (le cas échéant)

- Convention médecine professionnelle et préventive
- Instauration taxe d'aménagement communale
- Zéro artificialisation nette des sols

- Versement d'une indemnité compensatrice de congés annuels non pris pour un agent titulaire ou contractuel de droit public démissionnaire de la FPT
- **A l'ordre du jour :**

Approbation du compte rendu du dernier conseil

Compte-rendu au Conseil Municipal des décisions prises sur le fondement des délégations données au Maire par le Conseil Municipal par délibération N°057/2020 du 04/08/2020

Décision N°010/2021 : Choix des entreprises pour les travaux de l'église

Lots	Entreprises	Montant H.T.
Lot 1 : Maçonnerie-Pierre de Taille	Entr LAFAYE – les Tilleuls-24350 Montagrier	96 306,45
Lot 2 : Menuiseries	Entr LAFAYE – les Tilleuls-24350 Montagrier	14 782,41
Lot 3 : Serrurerie	Entr VALLUX – 4, rue Marcel Pagnol – 34130 Lansargues	20 730,00
Lot 4 : Mobilier	Entr LAFAYE - les Tilleuls- 24350 Montagrier	110 300,11
Lot 5 : Peintures sur chevalet	Atelier MARC PHILIPPE – 6, rue Maryse Bastié – 37230 Fondettes	56 235,00
Lot 6 : Electricité - Chauffage	DELESTRE Industrie – ZI la Bergerie – BP 10 49 280 La Seguinierie	23 964,00
Lot 7 : Lustrerie	Fonderie de Bronze Lauragaise – 9 rue Clos des Rieux – 81700 Blan	3 800,00
Total H.T.		326 117,97
Total TTC		391 341,56

1. Dépôt numérique des autorisations d'urbanisme sur un guichet unique

Vu l'article L112-8 du Code des relations entre le public et l'administration qui institue la possibilité pour les usagers de saisir l'administration par voie électronique (SVE) ;

Vu l'article L423-3 du code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme et précisant que "les évolutions réglementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme" ;

Considérant qu'à partir du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes devront être en mesure de recevoir sous forme électronique (SVE) les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées par les usagers.

Monsieur Le Maire rappelle à l'assemblée que le service instructeur de la Communauté de Communes du Périgord Ribéracois instruit les autorisations droit des sols de la commune. Il utilise le logiciel Cart@ds, mis aussi à disposition de la commune.

Un téléservice dédié à la saisine par voie électronique des autorisations d'urbanisme est issu de ce logiciel.

L'adresse de connexion est la suivante : <https://atd24.geosphere.fr/guichet-unique>. Elle sera intégrée sur le site internet de la commune et sera disponible sur le portail citoyen territorial (<https://demarches.dordogne.fr/>) mis à disposition par le département de la Dordogne.

Monsieur Le Maire propose que ce guichet unique soit le seul autorisé par la commune pour le dépôt numérique des autorisations d'urbanisme.

Monsieur Le Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- approuve le projet : la saisine par voie électronique relative aux autorisations droit des sols ne sera possible que via le guichet unique : <https://atd24.geosphere.fr/guichet-unique>,

2. Signature avenant concernant le forfait de rémunération pour la maîtrise d'œuvre des travaux de l'église

Monsieur Le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'un contrat de maîtrise d'œuvre a été signé en octobre 2016 avec le cabinet d'architecte Sarl Dodeman, spécialiste des monuments historiques (délibération N°037 du 27 septembre 2016).

Suite à la réactualisation des dossiers de consultations des entreprises (DCE), un avenant au contrat de maîtrise d'œuvre initial est présenté au Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Est d'accord sur le nouveau montant du forfait de rémunération proposé.
Ce dernier est basé sur l'estimation communiquée en phase DCE à savoir 29 503.00 € HT
- Autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant N°1 au contrat initial de maîtrise d'œuvre avec le cabinet d'architecte Sarl Dodeman.

3. Remboursement partiel anticipé d'un emprunt relais contracté pour des travaux de mise en accessibilité PMR de la salle de classe et de la cour, création d'une circulation et d'une salle pluriactivités – Décision modificative N°05/2021 au BP communal

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal son souhait de procéder à un remboursement partiel anticipé de l'emprunt N°10000660395 contracté auprès du Crédit Agricole pour des travaux de mise en accessibilité PMR de la salle de classe et de la cour, création d'une circulation et d'une salle pluriactivités à hauteur de dix mille euros (10 000 €).

Pour ce faire une décision modificative sera nécessaire au budget communal 2021.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé et après en avoir délibéré :

- est d'accord sur le principe et émet donc un avis favorable
- décide d'effectuer une décision modificative au budget communal 2021 pour procéder au remboursement partiel de cet emprunt N°10000660395 à hauteur de 10 000 € de la façon suivante (Décision Modificative N°05):

Objet des dépenses	Diminution sur crédits déjà alloués		Augmentation des crédits	
	Chapitre et article	Somme	Chapitre et article	Somme
INVESTISSEMENT Dépenses				
Opération n°143 EGLISE Constructions (DI)	2313/143	10 000.00		
Emprunt en euros	1641/16			10 000.00
TOTAL		10 000.00		10 000.00

- autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces administratives, techniques et financières nécessaires à la réalisation de ce remboursement partiel d'emprunt.

4. Attribution de subvention à l'association des Maires sans frontières du Pays du Périgord Vert

Monsieur Le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que la commune a décidé, par délibération N°047/2020 en date du 27 juin 2020, de renouveler son adhésion à l'association Maires sans Frontières du Pays du Périgord Vert, et ce durant la mandature 2020-2026.

Pour ce faire, une contribution sur la base de 0.20 € par habitant est sollicitée chaque année.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Décide d'octroyer une subvention de 106 €
Cette subvention sera imputée au compte 6574 du budget primitif communal 2021
- Charge Monsieur le Maire de prévoir les crédits nécessaires au paiement de cette subvention
- Autorise Monsieur le Maire à signer le mandat correspondant.

5. Choix du repreneur pour le bar et signature du bail de location

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les différentes demandes formulées par d'éventuels repreneurs du Bar et demande au Conseil Municipal de se prononcer.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- DECIDE de louer le Bar-Epicerie-Restaurant à Mme DE SA LINHARES Maria Lucia à compter du 1^{er} décembre 2021
- FIXE le montant mensuel du loyer à 400 €
- PRECISE que les deux premiers mois de loyer seront gratuits et ne donneront donc pas lieu à émission de titres. Le paiement des loyers commencera donc à courir à compter du 1^{er} février 2022
- DEMANDE le versement d'une caution représentant deux mois de loyer soit 800 €
- DEMANDE qu'une attestation d'assurance soit fournie à la prise de possession des lieux
- PRECISE que les abonnements d'eau, d'électricité, de téléphone sont à la charge du locataire
- PRECISE également que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères fera l'objet d'un recouvrement annuel

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à la gestion du Bar-Epicerie-Restaurant et notamment le contrat de bail commercial à intervenir entre Mme DE SA LINHARES Maria Lucia et la Mairie de Grand-Brassac.

6. Création d'une voie pour l'adressage

Il appartient au Conseil Municipal de choisir, par délibération, le nom à donner à une nouvelle voie. La dénomination des voies communales, et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du Conseil Municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même. Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le maire peut prescrire en application de l'article L2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il convient, pour faciliter le repérage, l'accès des services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- Décide la création d'une nouvelle voie libellée de la façon suivante :

Chemin des Bois

7. Révision des loyers et des provisions pour chauffage collectif concernant le parc de logements communaux sociaux au 1^{er} janvier 2022

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal sur la possibilité de revaloriser les loyers des appartements communaux conventionnés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Décide de ne pas augmenter les loyers des appartements communaux conventionnés pour l'année 2022 à savoir :
 - Ceux régis par la convention PLUS-PLAI-PLS N°24 3 01 2007 06-569 346 signée en mars 2007 concernant les appartements « Maison Sixte/Lacour »
 - Celui régi par la convention PLUS N°24/3/06 2002/99 864/106 signée en 2002 dans le cadre du PLUS (Plan Locatif à Usage Social) et concernant l'appartement N°3 « ancienne maison Charles »
- Décide de réajuster, compte tenu de l'augmentation significative du prix du litre de fioul et des consommations, les provisions sur fioul au sujet du chauffage collectif pour les 5 appartements « Maison Sixte/Lacour » à compter du 1^{er} janvier 2022.

Le mode de calcul pour la répartition de ces charges collectives de fioul est fonction du nombre de mètres carrés du logement. Un delta peut être appliqué à l'ensemble des locataires lorsqu'un appartement n'est pas occupé 12 mois consécutifs (réf délibération N°081/2019 du 10/12/2019)

N° et adresse de l'appt	Superficie appt en m ²	Montant provisions pour fioul mensuelles actuellement	Montant provisions pour fioul mensuelles après réajustement
Appt N°1	56 m ²	58	60

Appt N°2	101 m ²	68	86
Appt N°3	82 m ²	68	70
Appt N°4	70 m ²	58	65
Appt N°5	110 m ²	68	94

8. Convention médecine professionnelle et préventive

Vu l'article 108-2 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, actant l'obligation pour les collectivités et des établissements de disposer d'un service de médecine préventive, soit en créant leur propre service, soit en adhérant aux services de santé au travail interentreprises ou assimilés, à un service commun à plusieurs collectivités ou au service créé par le centre de gestion,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre Départemental de Gestion de la Dordogne en date du 22 octobre 1993, actant la mise en place d'un service de médecine préventive,

Vu la proposition de convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du CDG24 pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 approuvée par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Dordogne en date du 5 Novembre 2021,

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil l'obligation de disposer d'un service de médecine préventive ; pour ce faire, il propose d'adhérer au service de médecine professionnelle et préventive et porte à la connaissance des membres présents les dispositions de la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Dordogne (jointe en annexe) pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ACCEPTE** les conditions d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive décrites dans la convention annexée à la présente délibération ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à faire, dire et signer l'ensemble des documents relatifs à cette affaire.

9. Instauration taxe d'aménagement communale

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L331-1 et suivants ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- D'instaurer sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 3 % ;
- D'exonérer en application de l'article L.331-9 du code de l'urbanisme, totalement :

1/ Les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L.331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L.331-7 ; (logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI – prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit – ou du PTZ+) ;

2/ Dans la limite de 50 % de leur surface, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L.331-12 et qui sont financés à l'aide

du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L.31-10-1 du code de la construction et de l'habitation ; (logements financés avec un PTZ+) ;

3/ Les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

La présente délibération est valable jusqu'au 31 décembre 2024. Toutefois, le taux et les exonérations fixés ci-dessus pourront être modifiés tous les ans.

10. Zéro artificialisation nette des sols

Le Conseil Municipal,

Considérant les dispositions de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 dite « Loi Climat et Résilience », notamment celles concernant la lutte contre l'artificialisation des sols et l'atteinte, en 2050, de l'objectif du Zéro artificialisation nette, c'est-à-dire la volonté affichée par l'État de freiner la consommation d'espaces et de limiter l'étalement urbain ;

Considérant qu'il s'agit, au niveau national, de réduire de moitié, sur les 10 prochaines années, le rythme d'artificialisation des sols (c'est-à-dire « *l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol* ») au regard de la consommation réelle observée des espaces naturels, agricoles et forestiers dans la décennie précédente ;

Considérant que cet objectif national doit être décliné au niveau régional au sein des SRADDET, ainsi, par la suite, qu'au niveau local dans le cadre des SCOT et des PLUi ;

Considérant que cet objectif doit être décliné dans les différentes parties de chaque territoire régional en fonction d'une nomenclature des espaces artificialisés non encore publiée par décret ;

Le Conseil Municipal de la commune de Grand Brassac

- **Partage** cette préoccupation de gestion raisonnée de l'espace mais demande que l'application de ces dispositions par les services de l'État, s'effectue **de manière différenciée suivant la réalité des territoires concernés**, la notion d'étalement urbain ne s'appréciant évidemment pas de la même manière autour d'une métropole et aux abords d'une petite commune rurale ;
- **Déclare** qu'il contestera, de ce fait, une application rigoriste et strictement verticale des textes – trop souvent subie par le passé- qui priverait définitivement les territoires ruraux de toutes possibilités de développement avec pour conséquence majeure une sanctuarisation de ces derniers n'étant plus voués qu'à être des zones « de respiration » entre deux métropoles.
- **Demande** que la transcription des dispositions de la loi au sein du SRADDET et la fixation des futures orientations d'aménagement, consécutivement à une prochaine concertation avec les SCOT du territoire régional, prennent en compte cette notion de différenciation entre les territoires et **exige** que les collectivités du bloc communal (communes et EPCI) y soient plus étroitement associées.

11. Versement d'une indemnité compensatrice de congés annuels non pris pour un agent titulaire ou contractuel de droit public démissionnaire de la Fonction Publique Territoriale

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal la possibilité de verser à un agent titulaire ou contractuel de droit public une indemnité de congés annuels non pris en cas de démission de la Fonction publique Territoriale.

Le calcul se ferait de la façon suivante :

Traitement brut fiscal de l'année x 10 % x NB de jours non pris pour ladite année /25 (droit à congés de l'agent pour la collectivité, proratisé en fonction de la date de démission).

Cette indemnité serait soumise aux mêmes retenues que la rémunération de l'agent.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de se prononcer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Décide d'autoriser le versement d'une indemnité compensatrice correspondant aux congés annuels non pris aux agents titulaires ou contractuels de droit public démissionnaire de la Fonction Publique Territoriale et n'ayant pas été en mesure de solder leurs congés annuels pour nécessité de service
- Décide de valider le mode de calcul de cette indemnité compensatrice de congés annuels non pris comme suit :
Traitement brut fiscal de l'année x 10 % x NB de jours non pris pour ladite année / 25 (droit à congés de l'agent pour la collectivité, proratisé en fonction de la date de démission).
- Précise que cette indemnité sera soumise aux mêmes retenues que la rémunération de l'agent.

12. Questions diverses

A/ Compte-rendu des délégués auprès des syndicats le cas échéant

B/ Eglise : remise des offres au 27/09/2021 et relance lot 1 (infructueux) au 19/11/2021– choix des entreprises suite à analyse des offres

C/ Guichet unique

Les demandes d'urbanisme se feront, en 2022, sous forme de dématérialisation.

Par internet, chaque pétitionnaire pourra faire directement sa demande.

Pour les personnes n'utilisant pas internet, ou n'ayant pas de matériel, le secrétariat de mairie les accompagnera dans l'élaboration de leurs demandes via le PC en libre service de la mairie.

D/ Charges locatives

Compte tenu de l'augmentation exponentielle des charges locatives, en lien avec l'augmentation du fioul domestique, l'électricité... 2021/2022 une rencontre sera programmée avec les locataires de la maison Sixte, dans un premier temps, qui dispose d'un mode de chauffage collectif.

E/ Eclairage public

Dans le cadre des économies d'énergie, la commune envisage de limiter l'éclairage public. Le Conseil aura à se prononcer sur le sujet.

F/ Exposition internationale LOUPPE / BRIANCHON

Madame ROSENBERG et Monsieur HIRSCH (dépositaire des œuvres de Maurice BRIANCHON et Marguerite LOUPPE à Truffières), envisagent une exposition à New-York courant 2022.

Dans ce cadre, les œuvres données à la commune (2 tableaux) seront intégrées dans ce projet sous forme de prêt.

Les organisateurs assureront leur transport et leur sécurité, durant l'exposition.

G/ Fondation du Patrimoine

Afin de réduire le reste à charge (≈ 30.000 €) du projet de rénovation de l'église, la fondation du patrimoine a mis en place, avec la commune, un appel aux dons. Publicité sera faite auprès des habitants de la commune et sponsors potentiels (entreprises, fondations...).

H/ La fibre

La mise en place de la fibre devait être, en grande partie, fin décembre. Il s'en suit, une période dite « de purge » de 3 mois, afin que les réseaux puissent être testés.

Au cours du second trimestre 2022, les habitants de Grand-Brassac seront démarchés par les principaux fournisseurs commerciaux (Orange, Free, SFR...), pour un branchement au cours du second semestre 2022.

I/ Vœux du Maire

Compte tenu de la situation sanitaire actuelle, la cérémonie des vœux 2022 est annulée.

J/ Repas des Aînés

Compte tenu de la situation sanitaire actuelle, le projet est annulé.

K/ Départ du cantonnier

Régis ROBISSOU quitte définitivement son poste au 31 décembre 2021.

Il sera remplacé par Stéphane MONTHAUDIE, menuisier, conseiller municipal qui démissionnera de son mandat au 31 décembre 2021.

Stéphane MONTHAUDIE est embauché, dans un premier temps, par le Centre de Gestion.